



Note sur la politique monétaire | **Mars**
2016

Avant-propos

La **Note sur la Politique Monétaire** analyse les développements récents observés dans l'économie haïtienne en mettant l'accent sur l'une des principales composantes de la politique économique : la politique monétaire. Elle présente le cadre de la politique monétaire, qui permet de faire le lien entre les différents secteurs de l'économie et la sphère monétaire. Son objectif est de renseigner le public sur l'orientation de la politique monétaire, de rendre compte des dernières décisions prises par les autorités et de dégager les perspectives à court terme pour l'économie nationale.

Sommaire

I. VUE D'ENSEMBLE	3
II. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE SOUS-JACENT A LA POLITIQUE MONÉTAIRE.....	4
III. LES DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2016.....	9
IV. PERSPECTIVES.....	12

I. VUE D'ENSEMBLE

Au cours du deuxième trimestre 2016, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a gardé inchangée l'orientation de la politique monétaire dans un contexte marqué par la dépréciation continue de la gourde par rapport au dollar ÉU et l'accentuation des pressions inflationnistes dans l'économie. Cette décision a été prise dans un environnement international caractérisé par l'évolution mitigée de l'activité économique mondiale, la progression contenue de l'inflation chez nos principaux partenaires commerciaux et la baisse continue des prix des produits de base sur le marché international.

Sur le plan interne, les estimations des principaux indicateurs de conjoncture pour le trimestre sous étude, ont montré une relative contraction de l'activité économique en particulier dans l'industrie et le commerce. Cette évolution reflète la réduction de l'offre alimentaire, découlant de la sécheresse qui a affecté les principales régions de production agricole du pays, et la diminution des importations de biens. Les prix ont poursuivi leur tendance à la hausse tant en glissement annuel qu'en variation mensuelle. La conjoncture sociopolitique a eu des effets importants sur les finances publiques, notamment à travers le ralentissement du rythme d'exécution des dépenses publiques dû à des mesures administratives. La croissance modérée des dépenses, jointe à l'augmentation des recettes, a favorisé une amélioration du solde courant et une réduction du financement monétaire.

Suite aux pressions sur la demande de devises liées, en partie, aux anticipations négatives des agents, la dépréciation de la gourde par rapport au dollar s'est poursuivie au cours du trimestre sous revue. Face à cette situation, la BRH a procédé à des interventions sur le marché des changes, lesquelles ont entraîné une légère baisse des réserves nettes de change du 31 décembre 2015 au 30 mars 2016.

L'analyse de la situation monétaire à partir des données préliminaires du mois de mars 2016 permet d'observer un repli de la base monétaire au sens du programme (FEC¹) et une faible progression de la base au sens large par rapport au trimestre précédent. Cette évolution contenue de la monnaie centrale est associée au ralentissement du rythme de progression de la liquidité excédentaire du système bancaire ainsi qu'à la situation des finances publiques. De même, en dépit de la conjoncture macroéconomique, le système financier demeure solide, performant et solvable en considérant les indicateurs d'octobre 2015 à janvier 2016.

¹ Facilité Elargie de Crédit

II. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE SOUS-JACENT À LA POLITIQUE MONÉTAIRE

L'environnement économique, sous-jacent à la mise en œuvre de la politique monétaire au cours du deuxième trimestre 2016, a été conduite dans un contexte marqué, au niveau international, par un ralentissement de la croissance et l'évolution contenue de l'inflation chez nos principaux partenaires ainsi que le maintien de la tendance à la baisse des prix des produits de base sur les deux premiers mois du trimestre sous revue. Au niveau domestique, la contraction de l'offre locale et la dépréciation continue de la gourde ont favorisé la poursuite des pressions inflationnistes dans l'économie haïtienne.

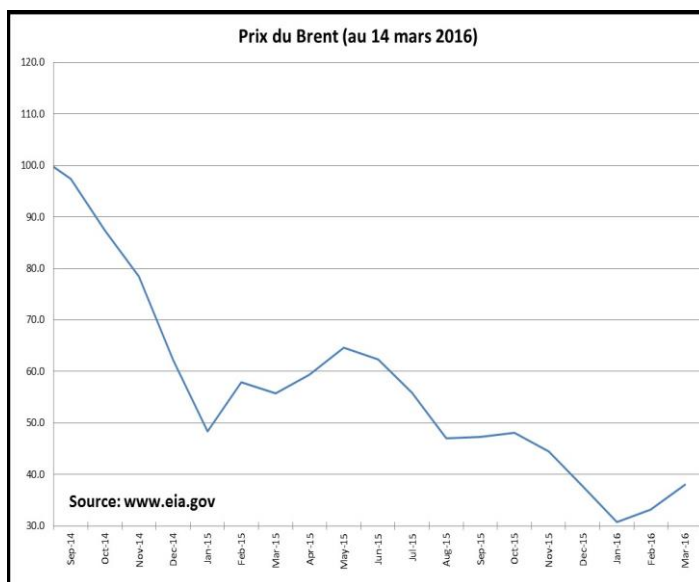
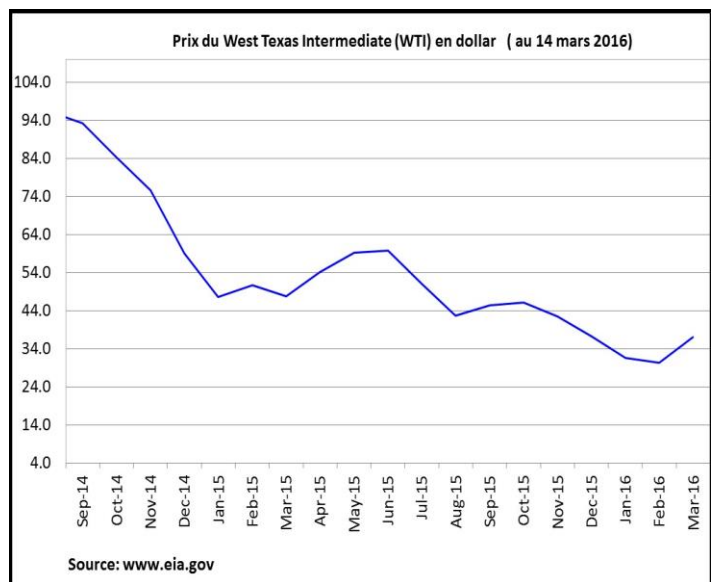
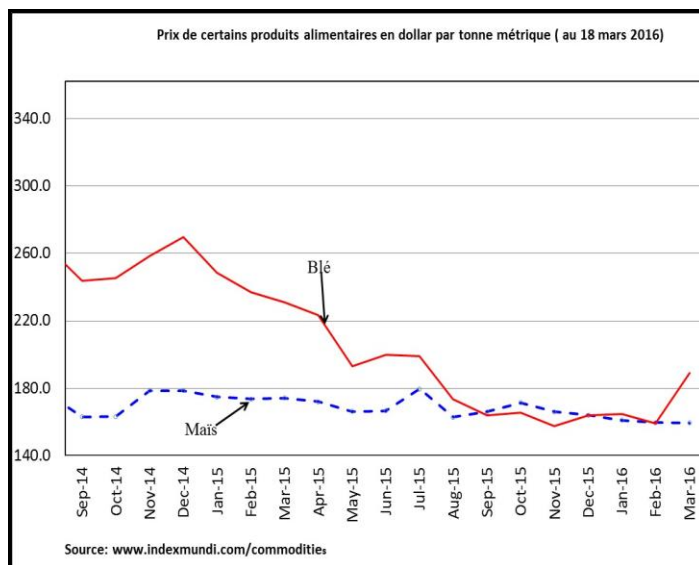
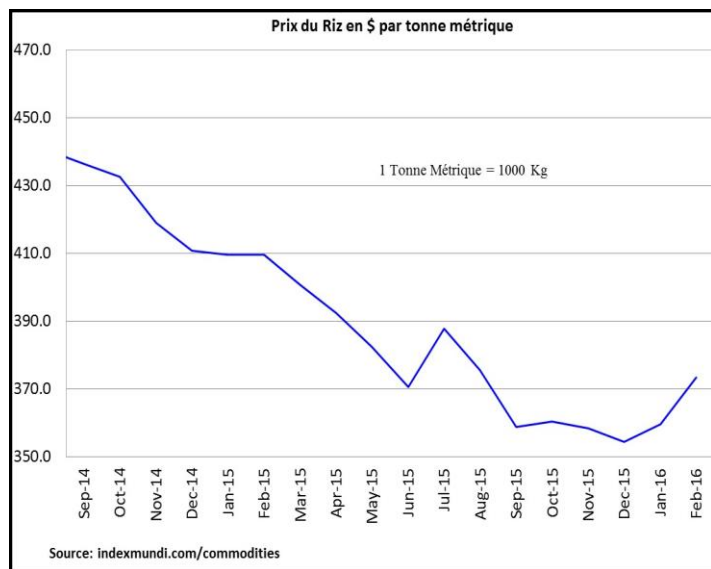
Après une contraction économique observée aux États-Unis (0,7 %) sur la période d'octobre à décembre 2015, les statistiques récentes font état d'un ralentissement des activités économiques pour le deuxième trimestre 2016. Pour l'industrie et le secteur des services, l'indice PMI composite, calculé par le cabinet Markit, s'est établi à 53,2 en janvier après avoir atteint 54,0 en décembre 2015². Dans un contexte d'amélioration de la situation du marché du travail (taux de chômage à 5 % en décembre 2015 contre une moyenne de 4,9 % entre janvier et mars 2016) et de faible niveau d'inflation (-0,2 % en rythme mensuel et 1,02 % en glissement annuel en février 2016), les autorités monétaires américaines ont décidé de maintenir le taux directeur à un niveau proche de zéro.

Au niveau de la Zone Euro, les projections de l'Insee tablent sur une croissance du PIB de 0,4 % au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,3 % au trimestre précédent. Cette croissance devrait être tirée par la demande intérieure notamment par la consommation des ménages et l'évolution positive des échanges extérieurs, en raison d'une baisse plus importante des importations. Parallèlement, le taux d'inflation annuel pour le mois de février s'est établi à - 0,2 % contre 0,3 % en janvier 2016. Le taux de chômage a atteint 10,3 % en janvier, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport au mois antérieur. Ainsi, pour tenter de relancer l'inflation et maintenir sa crédibilité, la Banque Centrale Européenne a revu à la baisse son taux directeur à 0 % contre 0,05 % depuis septembre 2014.

Parallèlement, la bonne performance de l'activité économique en République Dominicaine enregistrée au premier trimestre 2016 devrait se poursuivre au deuxième trimestre compte tenu de la solidité des fondamentaux macroéconomiques. Selon les autorités, une augmentation de 12 % du crédit privé en monnaie locale a été observée. Le déficit du compte courant et celui du Trésor public demeurent faibles, considérant leur poids en pourcentage du PIB en 2016, soit 2 % et 2,3 % respectivement. La décélération de l'inflation mensuelle entamée au début de l'exercice fiscal en cours s'est poursuivie en janvier et février 2016. Établie à 0,09 % en décembre 2015, l'inflation est passée à -0,01 % en janvier et -0,56 % en février 2016. En glissement annuel, l'inflation a atteint 2,53 % et 1,74 % respectivement sur les deux premiers mois du deuxième trimestre.

² L'indice PMI (Purchasing Manager's Index) est fondé sur une enquête mensuelle réalisée auprès des directeurs d'achat de l'industrie américaine. Il est composé de cinq grands indicateurs: nouvelles commandes, niveau des stocks, production, livraison des fournisseurs et situation de l'emploi. C'est l'indice le plus suivi pour la prévision de la croissance du PIB réel à court terme des États-Unis, de la Zone Euro, de la Chine, du Japon, du Royaume-Uni et de l'économie mondiale.

Sur le marché international, les prix des produits alimentaires ont gardé leur tendance à la baisse observée depuis le début de l'exercice fiscal 2015-2016, en témoigne l'évolution de l'indice FAO³. En février 2016, cet indice est pratiquement resté inchangé par rapport à janvier (150,2 contre 150 en janvier), tandis qu'en glissement annuel, il s'est replié de 17 %. Parallèlement, au deuxième trimestre 2016, les cours du pétrole ont évolué nettement à la baisse. En effet, après avoir atteint 37,72 dollars en décembre 2015, le prix du baril du Brent est passé à 30,80 dollars en janvier, à 33,20 dollars en février 2016⁴. De 37,24 dollars en décembre 2015, le prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) est passé à 31,70 et 30,35 respectivement en janvier et en février 2016⁵.



³ Les indices FAO des prix des produits alimentaires font apparaître les variations des cours internationaux des principaux produits alimentaires d'un mois à l'autre.

⁴ Le Brent caractérise aujourd'hui un pétrole assez léger, issu d'un mélange de la production de 19 champs de pétrole situés en mer du Nord. C'est un pétrole brut de référence au niveau mondial. Son prix détermine celui de 60 % des pétroles extraits dans le monde.

⁵ Le West Texas Intermediate (WTI) désigne le baril de pétrole dont le prix est une référence. Il est produit dans l'ouest du Texas et son cours est représentatif du prix des approvisionnements américains.

Au niveau national, l'activité économique s'est contractée en raison, d'une part, du repli de la production industrielle et des échanges commerciaux et d'autre part, de la baisse de la production agricole dans le pays. En effet, comme l'indiquent les estimations des principaux indicateurs de conjoncture pour le deuxième trimestre 2016, la production industrielle et l'Activité Commerciale devraient enregistrer une baisse en variation trimestrielle respectivement de 2 % et 5,1 %. Cependant, les Activités de Construction devraient enregistrer une croissance de 4,9 %⁶.

Selon la CNSA⁷, la période allant d'octobre à décembre 2015, qui marque la saison des récoltes des cultures d'automne, a été affectée par le démarrage tardif de la saison pluvieuse et des périodes sèches enregistrées en septembre 2015 comme en atteste la production d'énergie hydro-électrique au premier trimestre 2016. C'est ce qui explique la diminution de l'offre de produits agricoles locaux au deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2016. Conséquemment, la récolte du printemps dont l'apport à la production agricole annuelle est de plus de 50 %, a été estimée à moins de 50 % de la moyenne historique.

Ce repli de l'offre de produits alimentaires locaux⁸ a contribué à une accentuation des pressions inflationnistes tant en variation mensuelle qu'en glissement annuel⁹. L'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une augmentation, en glissement annuel, de 14,4 % en février 2016 contre une progression de 12,5 % en décembre 2015, poursuivant ainsi sa hausse entamée depuis le mois de mai 2015. Cette évolution de l'inflation globale s'est reflétée notamment dans le comportement des prix des produits locaux. En effet, le taux de croissance de l'IPC des produits locaux s'est accéléré de 150 points de base par rapport à décembre 2015 pour s'établir autour de 15,5 % en février 2016.

Tout comme l'inflation globale, l'IPC sous-jacent a évolué à la hausse, enregistrant des taux de croissance annuels de 13,04 % et 13,84 % respectivement pour les deux premiers mois du trimestre sous étude contre 12,41 % en décembre 2015. Par ailleurs, les données ont montré que l'inflation fondamentale a évolué en-deçà de l'inflation globale, faisant ainsi ressortir le lien existant entre les tensions inflationnistes observées et le choc d'offre caractérisé par la baisse de la production agricole. Toutefois, une partie des pressions inflationnistes trouve son explication dans l'expansion (5,2 %) de la base monétaire au sens large.

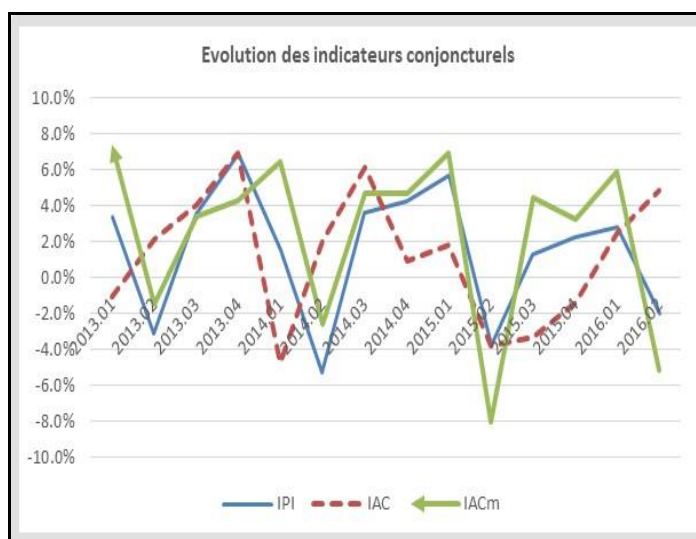
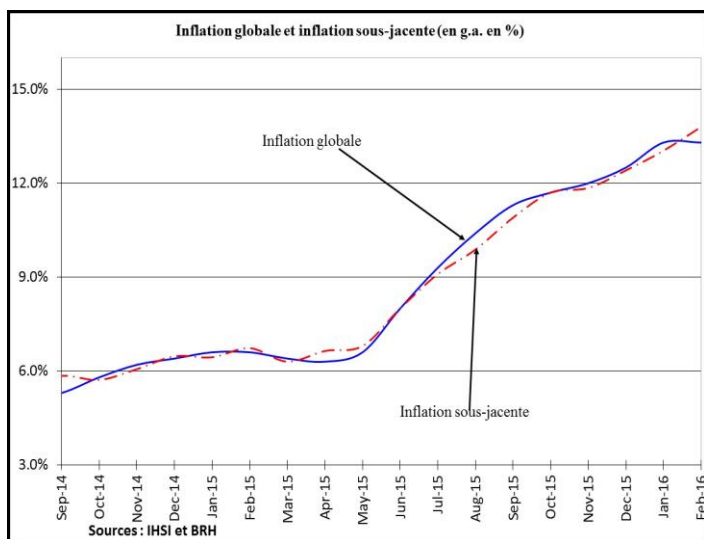
Par ailleurs, la faible production induite par la sécheresse dans les zones touchées (péninsule du Sud, le Sud-est, le Nord-Ouest, le haut Artibonite, le Nord-Est, l'Ouest et le Plateau Central) a aussi contribué à une baisse de la demande de main-d'œuvre. Les périodes sèches, en provoquant le flétrissement des cultures et en réduisant les récoltes, ont contribué au ralentissement des activités agricoles et à la baisse de la demande de main-d'œuvre. Conséquemment, le revenu des ménages pauvres en milieu rural a diminué puisque, plus de 30 % de leur rentrée annuelle provient des travaux de main-d'œuvre agricole.

⁶ Parmi ces indicateurs de conjoncture publiés par l'IHSI sur une base trimestrielle, il y a l'indice de la production industrielle (IPI), l'indice de l'activité de construction (IAC) et l'indice de l'activité commerciale (IACm).

⁷ Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), Haïti perspectives de la sécurité alimentaire, octobre 2015 à mars 2016.

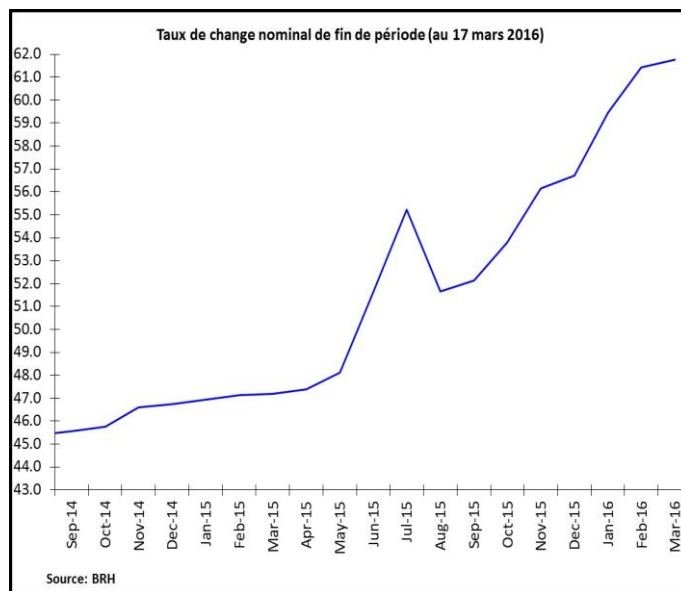
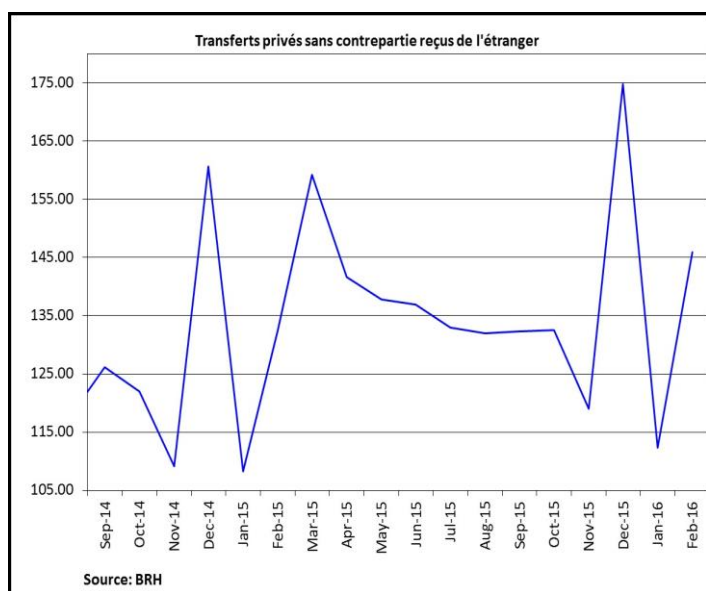
⁸ Les produits alimentaires locaux représentent plus de 50 % du panier de l'IPC des produits locaux

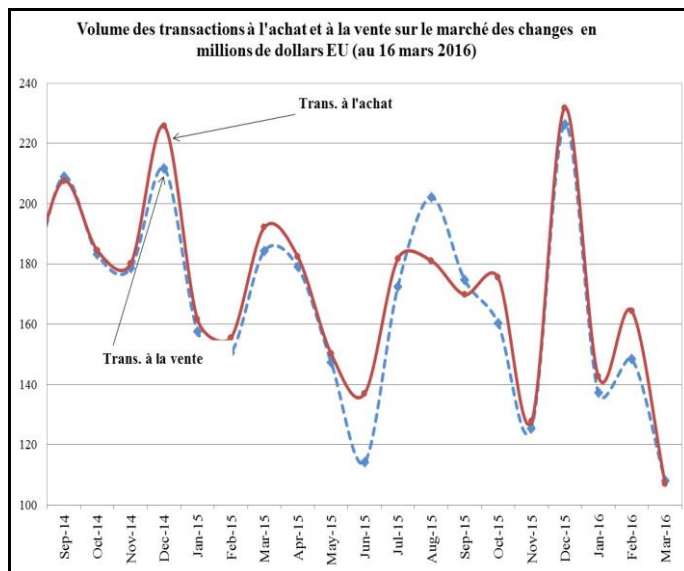
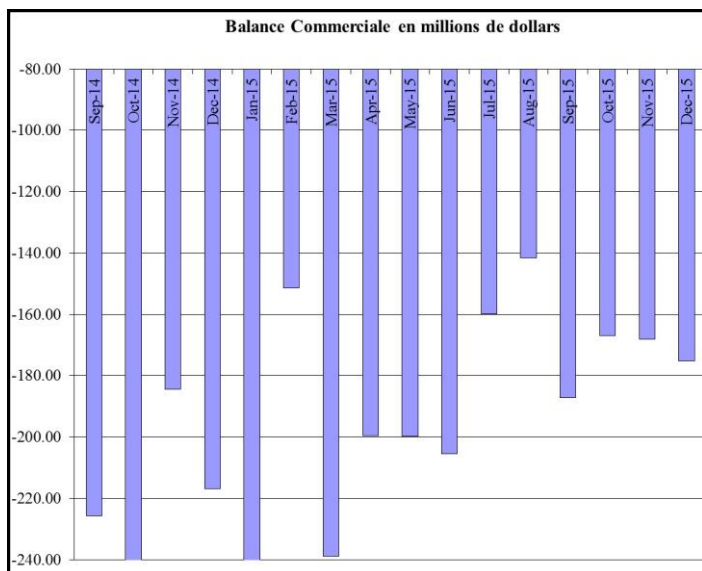
⁹ Le poids de l'IPC des produits locaux dans l'IPC global est estimé entre 2010 à 2016 à près de 80 %.



Au niveau du secteur externe, la dépréciation de la monnaie locale s'est poursuivie et les estimations pour le deuxième trimestre 2016 ont montré un accroissement du déficit commercial. En effet, le déficit de la balance commerciale a crû de 10,6 % par rapport au trimestre précédent, imputable à une augmentation de 3,22 % des importations conjuguée à une réduction des exportations. Parallèlement, les transferts privés reçus de l'étranger ont totalisé 684,5 millions de dollars sur les cinq premiers mois de l'exercice 2016, soit une progression de 8,23 % en glissement annuel.

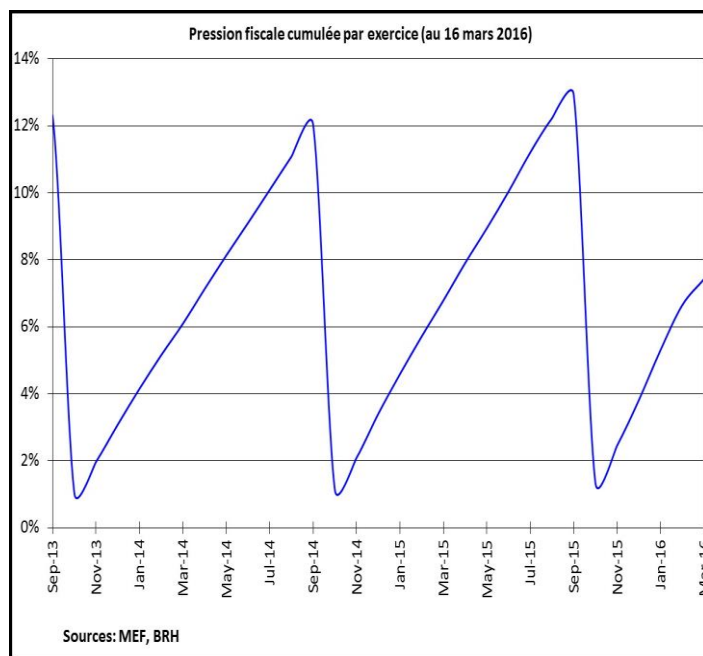
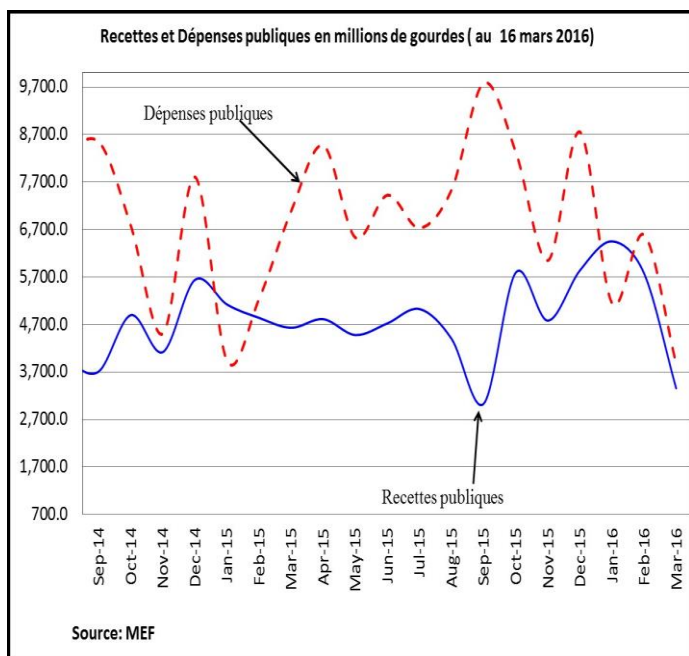
En dépit de l'augmentation des transferts privés, une composante importante de l'offre de devises dans l'économie, la gourde a continué à se déprécier par rapport au dollar américain sous l'effet de l'aggravation du déficit commercial et des anticipations négatives des agents économiques. Ainsi, au 30 mars 2016, le dollar s'est échangé à 61,7435 gourdes ; ce qui traduit une dépréciation de la monnaie de 8 % par rapport à décembre 2015 et de 17,5 % par rapport à septembre 2015.





Le trimestre sous revue s'est déroulé dans un contexte marqué par un ralentissement du rythme d'exécution des dépenses publiques et une amélioration au niveau du recouvrement des recettes. En conséquence, une baisse de plus de 28,45 % des dépenses publiques a été enregistrée au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours. Au 30 mars 2016, les dépenses de l'État ont totalisé 19 579,33 MG contre 23 107,54 MG un trimestre plus tôt. De leur côté, les recettes collectées ont augmenté de 10,3 %, pour totaliser 18,11 milliards de gourdes au deuxième trimestre 2016 contre 16,4 milliards le trimestre précédent. La performance des recettes est imputable surtout aux recettes internes dont le taux de réalisation a atteint 63 % par rapport aux prévisions budgétaires au cours du premier semestre 2016.

Les recettes cumulées au cours de la période octobre 2015-mars 2016 ont atteint 34 521,5 millions de gourdes (MG), soit un taux de perception de 44,7 % par rapport aux prévisions budgétaires établies au début de l'exercice 2015-16. Parallèlement, le total des dépenses réalisées par l'Etat haïtien d'un taux d'exécution de 51,2 % des montants prévus pour l'année fiscale en cours. La progression des recettes et le ralentissement du rythme de progression des dépenses ont entraîné une diminution de plus de 9,45 % des créances nettes de la BRH sur le Trésor Public à 28 988,1 millions de gourdes (contre une augmentation de 15 % le trimestre précédent) et une baisse du financement monétaire, lequel s'est établi à 2 728,7 MG au 30 mars 2016 contre 6 165,2 MG à la fin du premier trimestre 2016.



III- LES DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2016

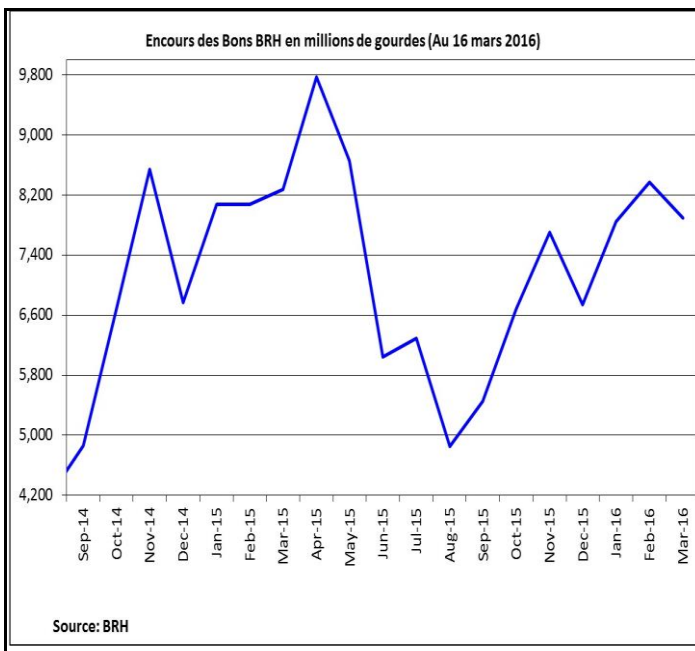
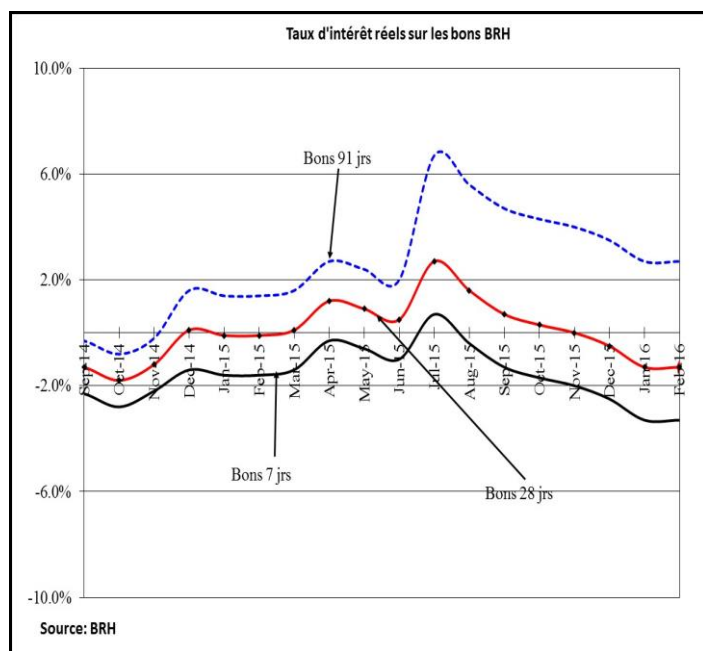
Dans l'objectif de préserver la valeur interne et externe de la gourde, la BRH a décidé de maintenir l'orientation imprimée à la politique monétaire depuis le premier trimestre de 2015. Ainsi, les taux d'intérêt sur les bons BRH sont restés à 10 %, 12 % et 16 % sur les bons de 7 jours, 28 jours et 91 jours respectivement et le taux de mise en pension à son niveau du premier trimestre 2016, soit 20 %. De même, les coefficients de réserves obligatoires sont aussi gardés inchangés, soit à 44 % sur les passifs libellés en gourdes pour les banques commerciales et filiales non bancaires et à 32,5 % pour les banques d'épargne et de logement. Sur les passifs libellés en devises étrangères, ils ont été maintenus à 48 % pour les banques commerciales et à 36,5 % pour les banques d'épargne et de logement.

Certaines mesures ont été renforcées dans le but de réduire l'incitation des banques à la spéculation à partir des excédents de liquidité. Ainsi, les pénalités pour insuffisance de réserves des banques commerciales sont passées de 18 % à 22 % l'an et sont calculées sur une base quotidienne. Parallèlement, en vue d'atténuer les tensions sur le marché des changes, la BRH y a injecté près de 20,2 millions de dollars pour la période sous revue. Les interventions de la BHR sur le marché des changes ont entraîné une légère baisse des réserves nettes de change malgré la disponibilité des fonds en devises pour différents programmes financés par la BID et la rétrocession des swaps en devises par les banques commerciales. Elles sont passées de 805,7 au premier trimestre à 789,63 millions dollars EU au 30 mars 2016 mais ce coussin de réserves de change est encore confortable. Toutefois, les réserves brutes ont augmenté d'environ 1 % pour atteindre 1 733,4 millions de dollars, ce qui représente environ 6 mois d'importations.

Par le biais des opérations d'open-market, la BRH a poursuivi sa politique de reprise de la liquidité en augmentant l'encours des bons BRH. De 6 734 MG au 31 décembre 2015, ce dernier est passé à 8 428 MG au 30 mars 2016.

En vue de rendre la gourde plus attractive, les autorités monétaires ont décidé, d'une part, de garder inchangée la mesure concernant l'exonération des réserves obligatoires des dépôts à terme en gourdes portant un taux d'intérêt de base supérieur ou égal à 4 %, majoré par la variation du TMA, et d'autre part, de poursuivre la vente des Obligations BRH au taux d'intérêt de 7 % l'an fixe plus la variation du TMA¹⁰.

Par ailleurs, la BRH s'est évertuée également à faciliter l'accès au crédit à des secteurs porteurs de croissance et à ceux tournés vers l'exportation.



L'évolution des agrégats monétaires reflète les décisions prises par les autorités monétaires ainsi que la situation des finances publiques. En effet, le ralentissement du taux de progression de la liquidité excédentaire du système bancaire et la décélération du rythme d'exécution des dépenses publiques ont permis de contenir l'évolution de la monnaie centrale. Les informations préliminaires du mois de mars¹¹ ont indiqué un léger recul de 0,7 % de la base monétaire selon la définition de la FEC et une hausse de 5,2 % de la base au sens large par rapport à décembre 2015.

Le comportement de la base au sens du programme (Facilité Élargie de Crédit-FEC) traduit une baisse du stock de monnaie en circulation dans l'économie au deuxième trimestre, après le pic saisonnier de décembre¹². La monnaie en circulation s'est, en effet, repliée de 5,3 % dans un contexte de diminution des recours du gouvernement au financement monétaire. Quant à l'évolution positive de la base au sens large, elle reflète essentiellement l'impact de la dépréciation de

¹⁰ Ces mesures sont destinées à dissuader les agents qui, pour se prémunir contre la dépréciation de la gourde, seraient prêts à procéder à une réallocation leur portefeuille d'actifs en faveur du dollar EU par rapport à la gourde.

¹¹ Données disponibles au 30 mars 2016.

¹² La base monétaire selon la définition de la FEC inclut la monnaie en circulation et les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH. Au sens large, elle tient également compte des dépôts en dollars des banques commerciales à la BRH et de l'encours des bons BRH.

la gourde sur les réserves bancaires constituées en monnaie étrangère, lesquelles se sont accrues de 12,1 %. Hors effet-change, les dépôts en dollars des banques commerciales à la BRH n'ont crû que de 2,9 %.

Au niveau de la masse monétaire, les données provisoires remontant au mois de février 2016, ont indiqué une tendance à la hausse continue des différents agrégats à l'exception de M1, lequel a été influencé par la baisse de la circulation fiduciaire liée, entre autres, à la diminution des dépenses publiques. Ainsi, la masse monétaire M3 a progressé de 2,8 % entre décembre 2015 et février 2016, pour atteindre 222,5 milliards de gourdes. L'évolution de la masse monétaire au sens large traduit non seulement la poursuite des effets de la hausse du taux de change sur les dépôts en dollars (+5,2 %), mais également une remontée des dépôts en gourdes, due à une meilleure attractivité des dépôts à terme en monnaie locale. Ces derniers ont, en effet, augmenté de 8,6 % contre une régression de 12,7 % au trimestre précédent. Du côté des contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont été les principales sources de la progression de M3. Ils ont enregistré une croissance de 7,6 %, essentiellement attribuable au comportement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale étant donné la baisse (4,8 %) des avoirs extérieurs des banques commerciales. Quant au crédit net du système bancaire au secteur public, il s'est replié de 23,8 %, alors que le crédit accordé au secteur privé a augmenté de 4,8 %. Cette évolution reflète le choix de la BRH de stimuler le crédit dans les secteurs porteurs de croissance.

Au niveau du système bancaire, l'effort de captation des dépôts à terme en gourdes s'est traduite par une meilleure disponibilité en termes de liquidité, permettant aux banques de mieux remplir leur rôle d'intermédiaire financier. De même, l'analyse des indicateurs financiers au cours du mois de janvier 2016 démontre la bonne performance du système bancaire haïtien. Cette performance s'est reflétée à travers l'évolution des ratios de rentabilité qui se sont améliorés en dépit de la détérioration de la conjoncture socio-économique et politique du pays.

En effet, le système bancaire haïtien a réalisé un bénéfice net de 763,85 millions de gourdes en janvier 2016 contre 352,14 et 627,66 millions de gourdes en novembre et décembre respectivement. Le cumul sur l'exercice fiscal 2016 (oct.15-janv.16) s'est établi à 2,17 milliards de gourdes, soit plus que le double de celui réalisé à la même période de l'exercice écoulé. Ce résultat découle essentiellement de la progression des « revenus d'intérêt » (+49,3 %) et des « autres revenus » (+67,0 %). Conséquemment, le produit net bancaire a progressé de 46,3 % pour s'établir à 5,58 milliards de gourdes contre 3,82 milliards de gourdes entre octobre 2014 et janvier 2015. Toutefois, les charges d'exploitation ont également crû sur la même période (+22 %).

Au cours du mois de janvier 2016, l'actif total du système bancaire, sous l'impulsion de la dépréciation continue de la gourde, a crû en rythme mensuel de 3 % pour s'établir à 240,12 milliards de gourdes et a progressé de 7,7 % par rapport à septembre 2015. Les dépôts collectés par le système bancaire, en hausse de 2 % sur un mois, ont, pour l'essentiel, financé la croissance des emplois du système.

De même, les ratios de rentabilité ROA et ROE ont, tous deux, connu une évolution favorable. Le rendement sur l'actif (ROA), défini comme étant les bénéfices générés à partir de l'actif, a augmenté, passant de 1,76 en janvier 2015 à 3,87 un an plus tard. Une évolution similaire a été constatée pour le rendement des avoirs des actionnaires, lequel a crû de 25,7 points de pourcentage entre janvier 2015 et janvier 2016. L'évolution positive de ces deux indicateurs est une résultante de la hausse plus que proportionnelle du bénéfice net par rapport à l'actif moyen du système et aux avoirs des actionnaires.

PERSPECTIVES

Les perspectives à court terme pour l'économie haïtienne demeurent mitigées et dépendent des stratégies à mettre en œuvre pour répondre aux chocs résultant notamment de la faiblesse de l'offre alimentaire locale.

En dépit d'un environnement international faiblement inflationniste, la tendance à la hausse des prix risque de se maintenir en raison de la dépréciation continue de la gourde et la baisse de la production agricole locale. Le prolongement de la période de sécheresse risque de réduire davantage l'offre locale de produits alimentaires et, conséquemment, d'entraîner une augmentation des pressions inflationnistes dans l'économie. Les prévisions pour les mois de mars, d'avril et de mai 2016, tablent sur des taux d'inflation annuel de 15,5 %, 15,9 % et 15,7 % respectivement.

Toutefois, au niveau des transferts privés sans contrepartie, la matérialisation de l'effet saisonnier associé aux retours sur impôts aux États-Unis au cours des mois de mars et d'avril 2016, devrait renforcer l'offre de devises dans un contexte où les pressions sur la demande de devises restent fortes.

De même, avec des actions allant dans le sens d'une consolidation budgétaire, nécessaire pour confirmer les engagements des autorités fiscales à rendre la politique budgétaire soutenable à moyen terme, une atténuation des risques y relatifs est attendue ainsi qu'une amélioration de l'environnement macroéconomique.

De leur côté, les autorités monétaires haïtiennes s'engagent à accompagner ces actions dans le cadre d'une politique visant à garantir la stabilité des prix et celle du système financier.